

vendredi, 03 janvier 2014 04:00

L'Algérie sous haute tension!

IRIB- Manifestation et violence inter-communautaire s'intensifient, Bouteflika appelle à la tolérance.

THE Economist Intelligence Unit l'avait prédit dans son étude sur le «risque de troubles sociaux dans 150 pays en 2014».

L'Algérie (au même titre que la Tunisie et le Maroc) sont exposés à un risque d'instabilité sociale en 2014. Le verdict ne s'est fait pas attendre puisque fin 2013, les tensions sociales se sont aggravées: affrontements inter-communautaires dans la région de Ghardaïa (à 600 km au sud d'Alger), manifestations pour un logement décent à Annaba, troubles à Alger... C'est en tout cas ce que confirme la presse algérienne. A quatre mois de l'élection présidentielle, la population a investi déjà les rues malgré l'appel au calme du président algérien Abdelaziz Bouteflika. Homme malade et au bout du souffle, il a repris ses fonctions à la tête de l'Etat après un AVC ayant nécessité 80 jours d'hospitalisation en France cette année.



Si le bruit court sur «le renoncement» d'Abdelaziz Bouteflika à briguer un quatrième mandat, il a promis toutefois que de nombreux programmes de développement devraient voir le jour en 2014. «Etant donné les larges prérogatives du président, l'échéance importante sera l'élection présidentielle d'avril 2014.

Or, après l'éviction début 2013 des dirigeants des deux principaux partis de la coalition gouvernementale, l'issue de sa succession semble imprévisible à ce stade», avait indiqué Coface dans son appréciation du risque sur l'Algérie. «Si la situation sécuritaire s'est relativement améliorée, l'activisme de groupes islamistes radicaux s'est intensifié aux frontières du sud du pays, comme en témoigne l'attaque terroriste, mi janvier 2013, du site gazier d'In Amenas», est-il souligné.

Le président avait auparavant signé la loi de Finances 2014. Celle-ci prévoit un déficit de 30,59 milliards d'euros, soit 18% du PIB contre 19% pour 2013, selon l'agence APS. Le budget table sur une croissance de 4,5% contre 5% prévus en 2013. L'inflation, elle, se situe à 3,5% contre les 4% attendus pour 2013. Le texte ne prévoit pas de hausse d'impôts ni de nouvelle taxe, mais table sur une hausse de 10,4% des recettes budgétaires. Le budget 2014 comprend aussi des mesures pour booster l'investissement. Il s'agit notamment d'«un allègement des procédures d'agrément pour les projets d'investissements directs étrangers ou d'investissement en partenariat avec des capitaux étrangers».

Le risque est mondial

IL n'y a pas que l'Algérie où le risque est présent. L'Afrique du Sud, l'Egypte et le Nigéria présentent aussi de hauts risques. Le chômage, la pauvreté ou encore la baisse des revenus ne sont pas l'unique facteur de troubles sociaux, d'après les analystes du The Economist Intelligence Unit. Les problèmes socio-économiques et l'absence de réponse des gouvernements sont les principaux facteurs derrière cette grogne sociale. Il y a une variété d'autres facteurs qui accentuent les tensions tels que la mauvaise gouvernance, la corruption ou encore la baisse des prestations sociales. Outre le Maghreb, le potentiel de troubles sociaux est plus élevé en Europe (en Espagne, en Grèce, en Argentine, au Portugal et à moindres mesures en France, en Italie, en Allemagne et en Grande-Bretagne...).